



**« Pourquoi et comment la Yougoslavie de Tito a-t-elle éclatée ? »**

## **Séminaire de géopolitique**

Mémoire rédigé par le Chef de bataillon Ghislain HUYGHUES DESPOINTES

Directeur : Monsieur l'ambassadeur Georges – Marie CHENU

Collège interarmées de Défense 2002-2003

10<sup>ème</sup> promotion

---

## Sommaire

### Partie 1 : La dégénérescence du modèle Titiste

L'héritage titiste

La fuite en avant yougoslave

La constitution de 1974

La Yougoslavie multinationale

### Partie 2 : D'un état fort à la déliquescence générale

La dislocation de l'appareil politique yougoslave

Disparités économiques et frustrations nationales

La montée des nationalismes et l'idéal démocratique

### Partie 3 : L'éclatement yougoslave

L'explosion de la Yougoslavie

Aperçu sommaire de la guerre

Initiatives diplomatiques et rôle de la communauté internationale

Derrière un optimisme onusien, un pragmatisme pessimiste

---

## Introduction

La Yougoslavie a défrayé la chronique durant la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle. La crise du conflit yougoslave, suivie au quotidien et en direct par les médias à fini par laisser l'opinion publique qui face à l'imbroglie et la complexité des situations restait presque indifférente. La guerre du Kosovo, présentée en point d'orgue et de nouveau largement médiatisée a conclu cette crise. Le Kosovo était sans aucun doute une des sources originelle du conflit déclenché 10 ans avant. Il en sera le terme affiché. Cependant, c'est dans la complexité géographique, ethnique, sociale, économique et politique qu'il faut chercher les raisons de cet éclatement. Un seul lien fort unissait ces divers critères : le Maréchal Tito. Le général de Gaulle annonçait d'ailleurs en 1964 « Il n'y a pas de nation yougoslave. Il n'y a que des bouts de bois qui tiennent ensemble parce qu'ils sont liés par un bout de ficelle. Le bout de ficelle, c'est Tito. Quand il ne sera plus là, les bouts de bois se disperseront. »

Joseph Broz, dit Tito, héros de la Yougoslavie et des partisans, chef communiste et chef de guerre, créateur du concept des pays non alignés et de celui de l'auto-gestion aura été le garant de la stabilité de cette Yougoslavie unie dans une fédération. Il aura sut gérer les diverses nationalités, effacer temporairement, et parfois d'une main de fer, les blessures de l'histoire proche et ancienne. Mais cette stabilité apparente durant 50 ans n'aura pas résisté à la fin de la guerre froide et à l'éclatement du bloc communiste. Les langues se sont déliées, l'histoire fut réécrite, l'économie s'est effondrée, les nationalismes contenus ont émergé, les divergences religieuses ont été réaffichées. La Yougoslavie unifiée et rêvée de Tito a alors éclaté. Tito contenait la Yougoslavie de son vivant.

Il convient donc d'analyser comment la Yougoslavie, créée après le deuxième conflit mondial, est passée en 50 ans d'un état fort à une situation de déliquescence générale. Notre étude, en conservant comme fil directeur le rôle de Tito, après avoir analysé dans un premier temps la construction yougoslave titiste et sa dégénérescence présentera dans une deuxième partie son dépérissement et enfin son éclatement.

---

# 1. La dégénérescence du modèle Titiste

## 1.1. L'héritage titiste

### 1.1.1. Tito, rappels biographiques

---

Né en 1892 de père croate et de mère slovène, Josip Broz (dit Tito) est issu d'un milieu paysan au sein d'une famille nombreuse catholique. Il était donc dès le départ dans un milieu propice au désir d'ascension sociale. Il exercera d'ailleurs dès son plus jeune âge des métiers d'ouvrier. En tant que croate, il servit dans l'armée impériale autrichienne. C'est lors de combats comme sous officier sur le front russe qu'il sera blessé et fait prisonnier. Il apprendra alors le russe lors de son emprisonnement. Il s'évadera et rencontrera les Bolcheviques et sera enrôlé dans une unité de la garde rouge internationale mais il ne prendra pas réellement parti aux événements d'octobre 1917. Après la révolution, il restera en Russie et y travaillera comme mécanicien et se mariera à une Russe (qu'il délaissera 20 ans plus tard). Il rentrera en Croatie en 1920. Celle-ci est désormais rattachée au « Royaume des Serbes, Croates et Slovène » sous dynastie serbe. Il travaillera alors sur des chantiers navals tout en continuant à militer dans le parti communiste malgré l'interdiction de son parti et les risques d'emprisonnement. Il sera d'ailleurs incarcéré à de multiples reprises (1924, 1927, 1934). Il fait donc preuve d'un investissement personnel très fort pour la survie du parti malgré les interdits sur les partis en 1929. A sa sortie de prison en 1934, il sera assigné à résidence dans son village natal. Il s'enfuira et voyagera entre Vienne et la Slovénie dans la clandestinité et sous le nouveau nom de « Tito ». Le comité central du parti l'affectera à la section des Balkans du Komintern. C'est pourquoi, il rejoindra de nouveau Moscou en 1937. Sur place, il y découvre les pratiques staliniennes et évite habilement les purges, ce qui le conduit à la place de secrétaire général du Parti communiste yougoslave (PCY). C'est alors qu'il décide de diriger le PCY à partir de la Yougoslavie et de ne plus dépendre des subsides et des directives politiques du Kremlin.

Il s'entoure alors de ses principaux cadres qui joueront un rôle prépondérant dans la lutte des partisans contre l'occupant allemand et dans la construction de la deuxième Yougoslavie (notamment le serbe Alexander Rankovic). Cependant, et jusqu'en 1948, sa fidélité au régime de Moscou et au socialisme ne faisait pas de doute. Plus que les volontés politico-morales du régime stalinien, c'est sa volonté de construire un « communisme national » sans dépendre du Kremlin et d'en prendre la tête, qui furent

---

les sources de tension avec ce dernier. En acceptant l'aide Marshal, il trouvera une justification d'avoir quitté le bloc communiste.

Tito, n'était ni croate, ni slovène ni anti ou pro-serbe, il était « titiste ». Il a défendu un projet et un pouvoir yougoslaves. Jouant l'arbitre entre les conflits et les nationalités, il s'efforça avec son équipe plurinationale, d'empêcher la domination d'une nation particulière. Il était effectivement convaincu, fort de l'expérience de la première Yougoslavie que sa disparition sonnerait le glas de la fédération. Afin de préparer l'après titisme, et d'éviter la domination d'une entité sur une autre, Tito a introduit dans la dernière constitution de 1974, le système de rotation annuelle du président dans le cadre d'une présidence collégiale où toutes les républiques et provinces se voyaient représentées. Du vivant de Tito, ce système restait tout de même basé sur un arbitrage paternaliste des conflits. En effet, Tito se verra confirmé comme « président à vie » de la république socialiste fédérale de Yougoslavie par cette dernière constitution de 1974. Sa disparition révélera la faille de la chaise d'arbitre vide. Il était caractérisé par sa souplesse et une attitude d'écoute, mais d'un autre côté, c'était un homme, qui en tant que chef, n'avait aucune hésitation à prendre des solutions impopulaires.

La personnalité et le rôle clé de Tito lui confère sans doute une responsabilité majeure comme promoteur et fossoyeur du « socialisme autogestionnaire yougoslave » : promoteur par son rôle de dirigeant du mouvement des partisans, finalisé après la victoire, par le congrès de l'AVNOJ<sup>1</sup> définissant la seconde Yougoslavie. Mais aussi fossoyeur, parce que la rupture avec Staline n'a pas été totale et que le système qui reste en place après 1948, sans démocratie, ne pouvait trouver en lui-même les moyens de sortir de ses difficultés avec des solutions cohérentes avec les valeurs défendues. L'éclatement des pays de l'Est et de leur démocratie fera tache d'huile sur la Yougoslavie dont le processus démocratique n'était que de façade.

Le prestige de Tito sera dû à sa capacité d'organiser sa résistance au fascisme, puis de tenir tête à Staline et enfin d'impulser avec Nasser et Nehru le mouvement des non-alignés. La création du mouvement des non-alignés a conféré à la Yougoslavie un immense prestige international. La popularité de Tito, entretenue par de fréquents voyages, a été planétaire. Son talent d'orateur doublé de courage comptera beaucoup dans sa popularité ultérieure. C'est surtout après sa mort en 1980 que le culte de la personnalité de Tito a pris des dimensions somptueuses et sa popularité, malgré la

---

<sup>1</sup> Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (Antifasisticko vjeće narodnog oslobođenja Jugoslavije)

---

guerre, reste de nos jours très forte en particulier en Bosnie. Enfin, il restera celui qui aura construit la réputation yougoslave sur la scène internationale.

### **1.1.2. La création de la deuxième Yougoslavie ou la construction fédérale**

Dés le printemps 1941, en tant que chef communiste, Tito engage la guerre des partisans. Il ne tient pas compte des consignes de modération politique et stratégique que lui prodigue Staline. Il transforme en gouvernement provisoire son comité national de libération et en corps législatif, le conseil antifasciste de libération national (AVNOJ). A la fin de la guerre, il y a deux gouvernements de la Yougoslavie libre. L'un, toujours à Londres a été nommé par le roi Pierre. L'autre dans le pays est dirigé par le maréchal Tito. Des négociations sont en cours en vue de la fusion. De plus, un troisième partenaire, le général Mihailovic est encore retranché dans les montagnes avec 50 000 maquisards serbes. Aucun accord ne paraît possible et bien que Staline ait conseillé à Tito d'accepter la monarchie, ce dernier entend faire place nette. Or, le chef communiste soumet le retour du souverain à un vote populaire. Ainsi, le 29 octobre 1945, l'assemblée, récemment élue proclame la république et porte Tito à sa tête.

L'idée force de Tito à la libération sera de ne pas tomber dans un système rigide. Il mettra donc en place, grâce à la cohésion de son mouvement de partisans et à la légitimité des urnes, une fédération. Le motif de regroupement des entités sera celui de la « bonne fédération » et non celle de la monarchie 1919.

En matière de nationalités, Tito et le parti communiste avaient des vues bien nettes. Elles avaient été élaborées dès les années 30 dans le cadre du Komintern selon le modèle soviétique. La diversité des nationalités de Yougoslavie n'était plus niée ou acceptée avec réticence mais pleinement reconnue. Le centralisme monarchique était dénoncé comme étant une oppression par une « bourgeoisie serbe » de tous les autres peuples. L'idée de base de Tito est que l'Etat yougoslave était multinational. On y reconnaît officiellement la distinction entre citoyenneté (yougoslave) et nationalité (serbe, croate, etc, ou encore hongroise, albanaise...). Son organisation se devait donc d'être fédérale, assurant l'égalité des droits à toutes les nationalités et un territoire au plus importantes d'entre elles.

La Yougoslavie devenait donc un Etat fédéral, comprenant autant de républiques qu'il y avait de slaves du Sud sur son territoire, à savoir six : Slovénie, Croatie, Serbie, Monténégro et Macédoine et enfin Bosnie (à cause des « Musulmans » qui ne devaient

---

être reconnus comme nationalité qu'en 1968). D'autre part, les deux autres minorités non slaves se voyaient octroyer le statut de « province autonome » : le Kosovo à majorité albanaise et la Voïvodine à forte minorité hongroise. Ces deux provinces étant rattachées à la Serbie.

De fait, ce système fédéral devait garantir l'égalité et au moins l'équilibre entre les peuples en évitant une trop nette prépondérance de la Serbie qui avait été une des grandes causes du déséquilibre de la monarchie. La politique de Tito pouvait être résumée par « Yougoslavie forte, Serbie faible ». En effet, le passage à la fédération donne à la Serbie, qui représente 30% de la population globale, un huitième des pouvoirs alors que sous la monarchie elle représentait en gros cinq huitième des pouvoirs. Les Serbes étaient cependant les plus dispersés géographiquement car ils étaient présents dans sept des huit entités, sauf la Slovaquie.

Dans ce système, la diversité était admise mais l'unité était imposée. Les gardiens de l'unité étaient le parti et Tito lui-même. Lorsque le leader disparaîtra, le parti se dégradera, il ne restera alors ni chef, ni parti et la porte du démantèlement constitutionnel s'ouvrira.

### **1.1.3. Le principe de « l'autogestion » et son efficacité**

---

« L'autogestion » désigne le système socio-économique mis au point progressivement par Tito qui s'oppose à « l'étatisation » soviétique. Cette recherche de doctrine propre permit à Tito tout en restant dans une idéologie communiste de se démarquer de l'URSS. L'autogestion signifie que les entreprises sont gérées non pas par l'état, comme en URSS, ni par un propriétaire privé comme en occident, mais par ceux qui y travaillent. Concrètement, en Yougoslavie, elle signifiait une plus grande autonomie, dans tous les domaines et à tous les niveaux et par conséquent une certaine avancée vers l'économie de marché. Les entreprises étaient « autogérées » par leurs ouvriers et n'étaient pas soumises au plan, elles pouvaient passer des marchés. Le plein emploi n'est donc pas garanti dans ce système à l'inverse du système communiste. Enfin, l'entreprise privée, familiale, voire villageoise avec l'embauche de salarié fut autorisée. Grâce à ce système, la Yougoslavie était beaucoup plus prospère et mieux approvisionnée que le reste des « pays de l'Est ». Ce système permit d'améliorer les conditions de vie et d'éviter les pénuries propres aux autres pays communistes.

---

#### **1.1.4. L'autogestion et l'évolution politique du fédéralisme**

---

L'autogestion eut de plus des résultats considérables dans le domaine de la décentralisation des décisions tant politiques qu'économiques. Effectivement, le principe de l'autogestion n'a fait que faciliter l'autonomie politique croissante des entités territoriales : les républiques ou les provinces. « Toute l'histoire du régime titiste est celle d'un transfert de pouvoirs discontinu, mais assez régulier, du centre vers la périphérie. »<sup>2</sup>. Le système possédait en son sein la cause de sa déliquescence future si son leader disparaissait.

En Yougoslavie, il y eut, dès le début, un parti communisme pour chaque république. Le PC fédéral (plus tard la ligue des communistes yougoslaves, la LCY) n'était que la fédération des PC ou des ligues communistes des républiques. Avec le développement de l'autogestion, une autonomie de décision réelle fut accordée non seulement aux organismes d'état, mais à ceux du parti. Au fil des années, les compétences propres des républiques devinrent de plus en plus importantes et celles de la fédération s'amoinèrent. A partir des années 60, le régime cesse d'être monolithique. Chacune des huit entités est désormais un centre de pouvoir politique et économique largement autonome. Le pouvoir fédérateur, c'est à dire Tito, n'intervient plus que par moment comme arbitre.

#### **1.2. La fuite en avant yougoslave**

La rupture avec Moscou, en 1948, entraîne la remise en question du modèle stalinien et la nécessité d'élaborer un autre communisme, aussi bien sur le plan pratique que théorique. Durant les années 50, l'illusion qu'une pleine réconciliation avec l'URSS est possible, fait que les mesures prises restent encore modérées. Cependant, le programme de la LCY de 1958 marque une divergence par rapport au modèle moscovite. De plus, à partir des années 60, les impératifs économiques vont lancer le pays dans une série de tâtonnements. Le pragmatisme des dirigeants pousse la Yougoslavie dans une fuite en avant ou le réformisme économique induit une relative démocratisation de la société. « Une première réémergence des antagonismes nationaux en est l'inévitable conséquence »<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Vie et mort de la Yougoslavie, Paul GARDE, Fayard

<sup>3</sup> L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours, Bernard LORY, Ellipses

---

### **1.2.1. Reformes économiques**

---

La décentralisation de la fédération au profit des républiques, même dans le domaine économique, semble être le plus lointain symptôme de l'éclatement de la Yougoslavie. Cette décentralisation s'associe dès 1966, après l'éviction de M. Rankovic du ministère de l'intérieur, avec une libération de façade. La Yougoslavie commença alors à se plier aux lois de l'économie de marché. La Yougoslavie doit alors renoncer au protectionnisme et à l'interventionnisme de l'état. Les prix sont alors libérés, le redémarrage des entreprises est facilité par la dévaluation. Cependant, les motivations sociales empêchent un assainissement de l'économie (non fermeture d'usine non rentables). La population est la première tributaire de ces réformes. En effet, dès 1965, pour pallier une balance des paiements déficitaire après une croissance extraordinaire dans les années 50 (8,5% par an de 1955 à 1960), outre le recours à des emprunts internationaux et à la dévaluation périodique du dinar deux palliatifs émergent : le tourisme et l'exportation de la main d'œuvre. Le chômage fait son apparition (6,3% en 1964, 9,7% en 1974, 15,3% en 1984). Celui-ci est fortement compensé par l'expatriation vers les pays d'Europe occidentale demandeurs de main d'œuvre. En 1974, 4,7% de la population aura émigré dont 19% de salariés. La réforme économique de juillet 1965 marque le premier recul de l'appareil central de la fédération au profit des républiques. La ferme emprise politique et idéologique du régime de l'époque autorise cette décentralisation économique.

### **1.2.2. Evolutions politiques : vers une décentralisation fatale**

---

La nécessité de nombreuses réformes économiques conduit la direction yougoslave à réformer les institutions politiques du pays. Ainsi la constitution de 1946 est remaniée en 1953, remplacée en 1963, amendée en 1967 et 1971 pour être remplacée par la constitution promulguée en 1974. La tendance générale de cette évolution institutionnelle va vers une décentralisation toujours plus prononcée, les compétences de la fédération étant progressivement transférées aux républiques. La ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) garde cependant son monopole sur la vie politique. L'éviction de M. Rankovic marque la défaite d'un courant centralisateur et autoritaire au sein de la direction de la LCY. La pression policière s'étant relâchée et un semblant de libéralisme apparaissant, la Yougoslavie est alors frappée par une phase d'agitation et de crises locales dont le ferment principal est le nationalisme. De nouveau ce sera l'intervention de Tito lui-même qui réussira à les étouffer pour un certain temps.

---

Ainsi, la première crise idéologique est celle des étudiants de Belgrade en juin 1968 qui manifestent contre les inégalités économiques et l'incapacité de dialogue avec le pouvoir. Un discours télévisé de Tito ramènera l'ordre. En novembre et décembre 1968, les manifestations au Kosovo expriment le malaise national des Albanais de Yougoslavie. En effet, laissé à l'écart du boom économique des années 50, le Kosovo a subi un régime policier particulièrement dur. Cependant, des élites albanaises commençant à émerger, elles demandent à profiter de la décentralisation (l'aboutissement sera dans la constitution de 1974). En Croatie, c'est la libéralisation des années 60 qui permet aux Croates d'exprimer leur identité malgré l'occultation des contentieux accumulés par le pouvoir communiste. Ainsi en 1967, Tito est intervenu personnellement pour mettre fin au conflit sur la spécificité de la langue croate. En 1971, le mouvement qualifié de « printemps croate » revendique non seulement des questions linguistiques mais économiques et de souveraineté. Ce mouvement n'était que citoyen et limité à Zagreb et a permis dans son règlement une purge de la ligue des communistes de Croatie par le pouvoir central.

La décentralisation n'est donc pas qu'économique. Cette décentralisation idéologique aura son aboutissement par l'éclatement politique des républiques et la chute de leur parti communiste respectif puis de celui de la fédération à la fin des années 80.

### **1.3. La constitution de 1974**

Après les remous des années 1968-71, la fédération yougoslave retrouve un certain équilibre dans un nouveau cadre institutionnel, défini par la constitution de 1974 d'une part et par la loi sur le travail associé (25 novembre 1976) d'autre part. Ce système basé sur la décentralisation cherche à impliquer dans la vie publique un maximum de citoyens par des délégations en cascade depuis l'atelier et le village jusqu'aux chambres du parlement fédéral. De nouveau, après le principe de l'autogestion, la Yougoslavie se crée un système politique et économique qui n'a pas de comparaison possible avec d'autres pays.

La décentralisation accorde une très large autonomie économique et culturelle aux entités fédérales. Ce développement de l'autonomie des provinces et des républiques par la constitution de 1974 aboutit à un système institutionnel complexe dont la règle de l'unanimité bloque la prise de décisions au niveau fédéral..

---

La constitution de 1974 essaye de concilier deux désirs antinomiques. D'un côté, la Slovénie et la Croatie ont toujours milité pour une confédération largement décentralisée afin d'échapper à l'influence serbe. De l'autre côté, les Serbes ont préféré de tous temps un état fort dont ils seraient le cœur. Par conséquent, cette constitution instaure un pouvoir politique fort qui revient à la Ligue des Communistes qui siège à Belgrade et assure une sur-représentation des serbes dans les institutions fédérales, et notamment dans l'armée. En contrepartie, la Serbie est affaiblie par l'instauration de deux provinces autonomes en son sein : le Kosovo et la Voïvodine. De plus, la constitution prévoit un transfert substantiel de compétences vers les six républiques et les deux régions nouvellement autonomes.

Enfin, cette constitution a involontairement réveillé les nationalismes. C'est pourquoi, la faille principale se situe déjà au niveau de la Serbie, qui est à la fois une et triple. En effet, elle constitue une entité fédérale globale. Les deux provinces autonomes, Voïvodine et Kosovo jouissent d'un statut à peine inférieur à celui d'une république. En revanche, la « Serbie étroite » n'a pas de statut fédéral propre. Il en résulte que les décisions concernant cette Serbie, restreinte à ses strictes frontières territoriales, ne pouvaient être prises qu'au niveau de la Serbie considérée dans sa totalité. Ainsi, les minorités avaient alors un droit de regard sur l'ensemble des affaires et particulièrement celles qui concernaient le peuple serbe majoritaire. C'est pourquoi l'élaboration de la constitution de 1974 associée à la crise économique relance le nationalisme serbe. C'est justement cette incohérence du système constitutionnel poussera M. Milosevic à revoir le statut du Kosovo en 1989 et constitue donc une des failles majeure d'où viendra l'éclatement yougoslave.

Le système collégial, avec rotation annuelle, qui est à la tête de l'état fédéral depuis 1971 ainsi qu'à la tête de la Ligue des Communistes yougoslaves depuis 1969, garantissait une égalité mathématique entre les entités fédérales et surtout empêchait l'émergence de toute personnalité forte. Tito, restait la pièce centrale et le garant du bon fonctionnement du système. Cependant, il vécut ses dernières années en retrait des affaires publiques, entouré de luxe et de l'adoration inconditionnelle de la population et d'un prestige international non démenti. Sa mort, le 4 mai 1980, laissera un édifice complexe sans véritable stabilité qui vit de réforme en réforme depuis 30 ans.

Les Croates et les Slovènes seront les premiers à profiter de cette instabilité en désirant rompre avec le centralisme démocratique afin d'introduire un réel début de

---

démocratisation et d'économie de marché. Seule une confédération encore plus décentralisée permettrait à leurs yeux, d'adopter les mêmes réformes que les autres pays d'Europe centrale comme la Pologne ou la Hongrie, inspirés tous par la perestroïka de Gorbatchev.

#### **1.4. La multinationalité yougoslave**

En Yougoslavie, la diversité des populations a toujours été minimisée sous les empires et sous la monarchie. En revanche, Tito reconnaîtra pleinement cette diversité dans les constitutions de la fédération. Celles-ci établissent une hiérarchie entre deux types de nationalités : les peuples et les minorités. Les peuples sont des nationalités sud-slaves qui ont leur habitat principal sur le territoire de la Yougoslavie : Slovènes, Croates, Serbes, Musulmans (de Bosnie), Monténégrins et Macédoniens. A chacun de ces peuples correspond une des six républiques. Les minorités représentent les autres nationalités : Albanais, Bulgares, Roumains, Hongrois, Italiens.

C'est ce contexte plurinational que Tito réussira à maîtriser. En effet, les antagonismes nationaux qui seront exacerbés durant la deuxième guerre mondiale seront étouffés et occultés durant une première période sous le régime communiste. Une évolution s'amorcera à partir de juillet 1966 avec le limogeage de M. Rankovic, ministre de l'intérieur tout puissant, devenu dangereux pour ses collègues et pour Tito lui-même. La chute de Rankovic lèvera un peu le couvercle qui pesait sur l'opinion yougoslave ; les réactions seront diverses : manifestation d'étudiant à Belgrade (juin 1968), manifestations nationalistes albanaises au Kosovo (fin 1968), contentieux économique entre la Slovénie et les autres républiques (affaires des autoroutes en 1969) et réveil du nationalisme croate en 1971. C'est le personnage de Tito et sa notoriété qui mettra en fin de compte beaucoup de modération dans le règlement de ces conflits qui ne seront dès lors pas exacerbés et ne prendront pas l'ampleur des passions nationalistes de 1990-1991. Cependant, les personnes telles M. Tudjman, M. Izetbegovic, M. Seselj et M. Cosic qui furent incarcérés en tant que prisonniers politique, vont asseoir par la suite à la fin des années 80, leur prestige personnel sur leur passé de victimes de la répression titiste

Cependant, cette multitude de nationalités n'a pas conduit à un dépassement du fédéralisme à la yougoslave mais à son implosion. Les nationalismes rivaux ont pris l'exact contre-pied des principes marxistes : Il s'agissait de reterritorialiser les nationalités. Au recensement de 1991, les « Yougoslaves » ont quasiment disparu. Ainsi

---

en Croatie, ils passent de 8,2% à 2,2%. Il faut préciser que dans cette république, les instructions données aux agents recenseurs assimilait la réponse « Yougoslave » à un refus de répondre<sup>4</sup>. La seule exception est celle de la Voïvodine qui fait apparaître une progression de 8,2 à 8,4%.

Le dépassement par le haut du système multinational ne pouvait alors perdurer en dépit des pressions dans une société véritablement multi-ethnique. Par la suite, la situation de guerre et plus généralement, la disparition du système qui organisait jusqu'alors les rapports sociaux a entraîné une rigidification de la structure ethnique et un durcissement des phénomènes d'ascription<sup>5</sup>, c'est à dire d'identité assignée. La guerre a donc ancré dans les mentalités et dans les faits la répartition ethnique sur le territoire yougoslave.

---

<sup>4</sup> le dernier recensement de la Yougoslavie, S. MRDJEN, Population et sociétés, INED, décembre 1991

<sup>5</sup> Pouvoirs ethniques dans les Balkans, Jean-François GOSSIAUX, presses universitaires de France, mai 2002

---

## 2. D'un état fort à la déliquescence générale

### 2.1. La dislocation de l'appareil politique yougoslave

La fin des années 80 se caractérisera par d'une part l'éclatement du parti central et l'émergence de mouvements politiques nouveaux ou rénovés dans chacune des républiques d'autre part. Le phénomène de démocratisation et de rejet du communisme apparaît dans la rue et par les urnes.

L'évolution du culte de Tito sera l'élément le plus voyant et emblématique d'un système qui apparaissait comme figé, à mesure que la perestroïka progresse dans les autres pays de l'Est. La jeunesse estudiantine slovène ridiculise les commémorations de sa naissance en 1987. Des historiens s'efforcent de ramener à de justes proportions la résistance communiste pendant la guerre et que le régime avait glorifiée de manière outrancière. La jeunesse et les médias abordent alors les débats de société avec une liberté toujours croissante. Certains sujets tabous sont discutés ouvertement. Certes il reste quelques procès d'opinion dans la Yougoslavie des années 80, mais ceux-ci serviront de tremplin médiatique à leurs protagonistes quelques années plus tard (M. Tudjman, M. Izebegovic, M. Seselj). Enfin, le monopole politique de la LCY apparaît comme de plus en plus anachronique, mais avant 1989, il ne se constitue pas de véritable pôle alternatif à celui-ci.

La fin du parti sera initiée par la Slovaquie. En effet, en 1990, les Slovaques refuseront de se conformer au parti central entraînant sa chute malgré la volonté de M. Milosevic de continuer le congrès de janvier sans eux. Cette initiative n'aboutit pas et la LCY qui avait été au pouvoir pendant 45 ans cessa d'exister. Malgré cela, les institutions fédérales multipartites devaient pouvoir survivre. Cet optimisme permis à M. Markovic d'annoncer « La Yougoslavie continue à fonctionner avec ou sans la LCY »<sup>6</sup>

En parallèle, chacune des républiques aura une évolution politique différente. En Serbie on assistera à la « révolution culturelle serbe » associée au réveil du nationalisme et concrétisée d'une part, par la victoire des communistes aux élections de décembre 1990 (194 sièges sur 250) et d'autre part par l'élection au suffrage universel de M. Milosevic (65% des voix). Il en est de même au Monténégro où les communistes gagnèrent 83 des 125 sièges du parlement et leur candidat, M. Bulatovic est élu avec 77% des voix. En Slovaquie, la démocratisation trouve son aboutissement grâce à la

---

<sup>6</sup> Vie et mort de la Yougoslavie, Paul GARDE, Fayard

---

coalition de nouveaux partis (Chrétiens démocrates, Union paysanne, Alliance démocratique, sociaux-démocrates, libéraux démocrates et verts) sous le nom de DEMOS qui l'emportèrent face au parti communiste. Cependant, M. Kucan, communiste, fut élu (58% des voix) et mis en place un gouvernement de cohabitation. En Croatie, alors que le pluralisme apparaît dès 1989, le nationalisme est porté par les courants anticommunistes. Le parti de M. Tudjman (HDZ) remportera largement les élections du fait du vote lui-même, mais aussi du désistement d'élus de la coalition centriste au profit du HDZ. Ainsi le HDZ obtient la majorité absolue (182 sièges) face aux communistes (81 sièges) et les divers dont les serbes du SDS (91 sièges). Le président étant élu par le parlement, M. Tudjman accéda facilement à la présidence. En Bosnie-Herzégovine, la coalition des trois partis nationaux est victorieuse (SDA, Musulmans, 86 sièges, SDS, Serbes, 72 sièges, HDZ, Croates, 44 sièges) au dépens du parti communiste (20 sièges) et du parti des changements de M. Markovic. Par accord entre les trois partis, le président de la république, M. Izebegovic fut Musulman, celui du parlement Serbe et le premier ministre Croate. Enfin, en Macédoine, le parti nationaliste, le VMRO, doit s'associer avec le parti communiste car tout accord avec les Albanais était exclus. C'est donc la seule république où une coalition entre communistes et non-comunistes est réalisée.

La réorganisation politique des différentes républiques de la fédération et surtout la mise en place de chefs de gouvernements républicains élus dans des élans de ferveur nationaliste conduiront alors à essayer de se séparer de l'héritage titiste, notamment du communisme à la yougoslave. En effet, seul deux pays restent attachés au modèle communiste (Serbie et Monténégro). Le cadre collectif contraignant disparaissant, ce sont les nationalismes exacerbés par des critères économiques et ethniques qui deviennent les fondements de tous dialogues. Les frontières administratives internes d'une fédération tentent de se transformer en frontières internationales. C'était ignorer que le traçage de frontière ethnique mutuellement satisfaisante et respectant les impératifs géographiques et économiques était impossible sans heurts, voire sans déplacements de populations. Quelle que soit l'entité concernée, la réorganisation politique était un autre des signes prémonitoires de l'éclatement violent de la Yougoslavie.

---

## **2.2. Disparités économiques et frustrations nationales**

Avec la crise institutionnelle qui a suivi la mort de Tito et la chute des régimes communistes en Europe orientale à la fin des années 80 et au début des années 90, les disparités économiques entre les entités de la fédération yougoslave, sources d'impatience et de déceptions, ont été des éléments déterminants de la dislocation de la Yougoslavie.

Le régime Titiste, malgré son particularisme, a permis à la Yougoslavie un taux de croissance important jusqu'à la fin des années 70. En effet, ce pays était, à la veille de la seconde guerre mondiale, à 80% agricole. Mais, le parti unique ainsi que le manque de transparence et de cohérence des choix économiques ont facilité la prolifération d'une bureaucratie centralisée gérant souvent à son profit les fonds d'investissements. Enfin, même si toutes les régions se sont développées, l'écart de revenu national par habitant s'est creusé entre les républiques dotées d'une démographie et d'une structure de production très différentes<sup>7</sup>.

Après la mort de Tito, le pays a dû faire face à une crise due à l'endettement irrationnel effectué durant les années de la fin de la vie du maréchal. La population découvre des scandales financiers et que le bien être dont bénéficiait la Yougoslavie reposait sur une montagne de dettes. En effet, les investissements, abondants durant les années 70 reposaient essentiellement sur des prêts internationaux. L'après Tito coïncide avec la brutale prise de conscience des dysfonctionnements de l'économie yougoslave, plus ou moins masqués jusque là. La croissance, comprise entre 7 et 8% en 1979, devient négative en 1983, puis à nouveau en 1987 et 1988. Le taux d'inflation en 1989 a été de 2500%. Si un dollar valait 20 dinars en 1980 il en vaut plus de 90000 en 1990. L'inflation a ramené la population au niveau des années 70<sup>8</sup>. Elle a des conséquences sur le niveau de vie et implique des plans d'austérité et de stabilisation de la part des gouvernements. Cependant, grâce à l'économie parallèle et aux solidarités familiales, les pénuries sont atténuées et les phénomènes de marginalisation évités.

Dans ce cadre, l'endettement extérieur, précipité par la hausse des prix du pétrole et celle des taux d'intérêt au début des années 80 va sonner le glas du système. En effet, la dette extérieure qui s'élevait à 20 milliards de dollars en 1980 ouvrit une décennie de crise et de conflits sociaux croissants. La CEE et le FMI vont grâce à des prêts

---

<sup>7</sup> Voir annexe 2

---

supplémentaires lui permettre de se rééchelonner. Un gros effort est réalisé pour combler le déficit du commerce extérieur. Ainsi, alors qu'en 1979, les exportations ne couvraient que 48% des importations, elles parviennent à un taux de recouvrement de 72% en 1982 et de 96% en 1988<sup>9</sup>.

Par ailleurs, la productivité des entreprises est handicapée par le système autogestionnaire. En 1987, 2300 fonctionnent à perte. Leur fermeture aurait entraîné la perte d'emploi pour plus de 600 000 salariés dans un pays qui comptait déjà plus d'un million de chômeurs, ces derniers étant par ailleurs répartis de façon très inégale.

Dés 1984, des efforts sont faits pour atteindre une vérité des prix très contraire aux principes communistes. Le secteur privé s'étend peu à peu aux services, au commerce, aux professions libérales, mais reste limité à de petites unités fonctionnant avec les capitaux des travailleurs à l'étranger et employant peu d'employés. L'écart se creuse rapidement entre les républiques « riches », dont les entreprises parviennent à se placer sur le marché international et à gagner des devises, et les républiques du Sud qui ne peuvent pas sortir du marasme.

Le nombre impressionnant de grèves et de manifestations ouvrières qui marquent la fin des années 80 montrent très clairement le degré avancé de décomposition du système économique, monétaire et institutionnel de la fédération yougoslave. « En 1987, on compte 1623 grèves, soit quelques 365000 grévistes et 1720 grèves en 1988, soit 400000 grévistes. La plus part sont organisées dans le but professé d'obtenir des conditions salariales meilleures, mais servent souvent à dénoncer l'exploitation économique d'une des république par les autres ».<sup>10</sup>

Les réformes économiques du dernier gouvernement, celui de M. Markovic (Croatie libéral), à partir de 1989, vont vers une libéralisation totale de l'économie. Mais, pour réduire la hausse des prix et pour diminuer la dette, le gouvernement fédéral de M. Markovic, qui défendait encore un projet yougoslave, a fait adopter en décembre 1989 un plan d'austérité et un blocage des salaires. Malgré cela, la logique de marché creusera les écarts entre les régions.

La crise frappa plus durement les régions pauvres que les républiques riches et par contre coup accrut les disparités. En parallèle, les régions riches s'estimèrent alors

---

<sup>8</sup> Voir Annexe 3

<sup>9</sup> Donnée tirées de L'Europe Balkanique, Bernard LORY, Elipses, 1996

<sup>10</sup> Culture et conflit, Natacha RAJAKOVIC, <http://conflit.org>

---

lésées par une gestion bureaucratique inefficace supposée assurer une redistribution des ressources vers les régions les moins développées.

La politique Titiste avait préparé le terrain aux solutions régionales, locales et par conséquent nationalistes. Non seulement, l'équipe dirigeante n'a pas su promouvoir une politique nationale satisfaisante pour tous, mais elle a opté pour une politique systématique de décentralisation économique qui a creusé les inégalités entre régions riches et régions pauvres.

Dans les conflits qui se développent économiquement, apparaissent tous les éléments du malentendu yougoslave. On retrouve l'opposition Nord - Sud des régions anciennement autrichienne et anciennement turques. Les premières, le Nord : Slovénie, Croatie, Voïvodine favorisées par la nature et par les traditions historiques (de plus haut niveau culturel ) sont des régions riches. Leur agriculture est plus productive, elles ont des meilleures voies de communication, elles sont plus évoluées et plus urbanisées et, in fine, ont une meilleure productivité. La Croatie possédant tout le littoral est à peu près la seule bénéficiaire du tourisme et des devises occidentales.

Les régions jadis turques, celles du centre et du Sud restent beaucoup moins prospères, la plus pauvre de toute étant le Kosovo. Elles ont plus d'illettrés, moins de journaux, des industries plus consommatrices de capital et moins consommatrice de main d'œuvre, donc aussi plus de chômage. Ces régions ont aussi une plus forte natalité<sup>11</sup>. Cet accroissement démographique plus rapide dans les régions les plus déshéritées n'a qu'aggraver les disparités économiques entre le Nord et le Sud.

Pour atténuer ces disparités, le pouvoir fédéral a mis en place en 1965 un fond d'aide aux républiques et provinces insuffisamment développées, alimenté par les républiques les plus riches. Malgré ce fond de solidarité, le déséquilibre entre les deux parties du pays ne diminue pas mais s'accroît en raison de faible efficacité de ces investissements dans ces régions restées très rurales. La solidarité entre les républiques s'est effritée peu à peu, chacune voulant renforcer ses positions privilégiées. Après la mort de Tito, en 1980, non seulement les conflits sociaux se multiplièrent, mais la découverte du pot aux roses de l'endettement, la multiplication des scandales financiers, le développement d'une inflation galopante, la prise de conscience du gaspillage des fonds sociaux et des moyens de production, le développement de richesses personnelles

---

<sup>11</sup> Voir annexe 2

---

illicites, générèrent une désolidarisation de certaines républiques de la cause commune fédérale. La recherche de boucs émissaires commença alors, chacun s'en prenant aux autres républiques jugées responsables et à l'intérieur de chaque république, à telle ou telle nationalité étrangère à son propre groupe national.

Les disparités économiques furent donc la source de frustrations nationales décisives. Les Serbes reprochaient à la constitution de 1974 de ne plus leur permettre de contrôler leur propre territoire alors qu'ils contribuaient à son développement économique. En effet, tout comme la Slovénie et la Croatie, la Serbie appartenait au groupe des républiques les plus riches, selon les critères du fonds général d'investissement. Cet organisme gérait l'aide au développement des républiques et des provinces les moins développées (Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, et Kosovo), et déterminait le montant des contributions à pourvoir. Cette classification en vigueur passait outre le fait que le produit social de la Serbie (valeur ajoutée brute de la production) par habitant était à la limite inférieur de la moyenne yougoslave, autrement dit, les Serbes étaient les moins riches des yougoslaves les plus aisés.

Les Slovènes reprochaient au système leur lourde contribution au Fonds général d'investissement : ils devaient verser (taux identique pour toutes les républiques) 1,97% du produit social de toutes les entreprises publiques. Cependant, les entreprises slovènes transformaient des produits achetés à bas prix aux autres républiques, et les revendaient à des prix élevés sur le marché fédéral. Avec une telle plus-value, le produit social par habitant de la Slovénie était plus du double de la moyenne yougoslave.

De leur côté, les Croates déploraient un système bancaire qui ne leur permettait pas de contrôler la masse des devises qu'ils apportaient à la Fédération, par le biais notamment de leurs régions touristiques. Quand la Croatie fournissait 24% des ressources disponibles du Fonds général d'investissement, la Slovénie en apportait 18,5% et la Serbie restreinte (sans les deux provinces autonomes) seulement 17%.

Les écarts de revenu per capita s'élargissait sans cesse au bénéfice de la Slovénie, mais aussi de la Croatie. En Slovénie, le produit social par habitant était 7,3 fois plus élevé qu'au Kosovo, 2 fois plus élevé que en Serbie restreinte ; en Croatie, il était 4,5 fois plus élevé qu'au Kosovo et 1,2 fois plus élevé qu'en Serbie<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir annexe 2

---

Enfin, il y avait « une totale interdépendance économique de toutes les républiques ou provinces autonomes, et la richesse de certains dépendait de beaucoup de leur intégration à l'ensemble yougoslave. »<sup>13</sup>

L'égoïsme républicain en matière économique, apparu dans les années 60, s'est exacerbé d'année en année jusqu'en 90. La crise économique a nourri la montée des nationalismes. Ainsi, ce ne sont pas des haines interethniques qui sont la cause fondamentale de la crise politique et constitutionnelle.

### **2.3. La montée des nationalismes et l'idéal démocratique**

Alain Peyrefitte écrivait que dans la mosaïque yougoslave: « chaque peuple a conservé son caractère, malgré les laminages successifs ou simultanés des différentes occupations : germanique, turque, française, autrichienne, italienne et allemande. Des peuples qui ont été vassalisés et dépersonnalisés systématiquement, pendant cinq cents ans comme les Serbes, sept cents comme les Croates et les Bosniaques ou mille ans comme les Slovènes réapparaissent au bout de plusieurs siècles. Ils restent farouchement décidés à défendre contre tout empiétement leurs traditions et leur culture. Ce n'est pas un spectacle encourageant pour les amateurs d'intégration ». Cette intégration de tous ces peuples ne tiendra plus au sein de la fédération à partir des années 80. Le général de Gaulle dans une tirade prémonitoire disait encore: « Cette permanence des nationalités en Yougoslavie, ça leur en promet de belles, le jour ou Tito ne sera plus là pour s'asseoir sur le couvercle de la marmite. Il tient la Yougoslavie depuis 20 ans. Il a résisté à Staline après avoir résisté à Hitler. Seulement, le jour ou il s'en ira, les Croates, les Serbes, les Bosniaques mettront leur passion à lutter entre eux, comme ils l'avaient mise à lutter contre les Allemands. Ce sont des peuples guerriers. »<sup>14</sup>

Le phénomène qui a conduit la Yougoslavie à sa disparition s'inscrit au sein d'un mouvement qui la dépasse : celui des nationalismes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ce phénomène est intrinsèquement différent de son homologue du siècle précédent. Les mouvements nationalistes initiaux se présentaient dans l'action comme des mouvements de sécession, de fission, mais ils portaient aussi, explicitement un projet d'union (Union des Slaves du Sud). Ils avaient un caractère offensif sous un aspect structurellement progressiste. En revanche, le mouvement de la fin du XX<sup>e</sup> est au contraire défensif,

---

<sup>13</sup> Gèopolitique de la Serbie et du Monténégro, Catherine LUTARD, Edition complexe

<sup>14</sup> C'était de Gaulle, Alain PEYREFITTE, éditions Fayard

---

scissionniste et apparemment contradictoire avec le contexte économique et avec le développement des « forces productives »<sup>15</sup>.

Le titisme est l'incarnation politique du yougoslavisme. C'est donc en théorie, l'effacement des nationalités au profit de la fédération. Après l'effondrement de la première Yougoslavie, le yougoslavisme fédéral prôné par Tito a suscité une large adhésion puis avec le temps, les slogans de fraternité et d'unité se sont épuisés dans un rabâchage incessant et creux. La remise en cause d'une idéologie progressivement stérilisée a donc pu paraître nécessaire. Elle s'est faite sur la base de particularismes nationaux, rouvrant ainsi la vieille boîte de Pandore. Avec la disparition de Tito et les révisions successives de la constitution associées à l'émancipation des peuples de l'ex-union soviétique, il apparaît que le régime communiste n'aurait fait qu'étouffer les nationalismes. La Yougoslavie de Tito aurait imposé à ces peuples de vivre ensemble bien que lors de la construction de la deuxième Yougoslavie sous forme de fédération, le parti communiste yougoslave se targuait de dénoncer la « prison des peuples »<sup>16</sup> de la Yougoslavie monarchique.

Les nationalismes qui font éclater la fédération yougoslave et qui remettent en cause l'entité étatique existante, s'inscrivent dans le contexte de l'effondrement des régimes communistes. L'apparition de la démocratie est affichée, au moins dans ces termes dans les discours politiques et l'appellation des partis (Communauté démocratique croate, Parti du renouveau démocratique slovène, Alliance démocratique serbe des Serbes de Bosnie, Alliance d'action démocratique des Musulmans de Bosnie). Ainsi, démocratie et nationalisme vont de pair. En effet, la fin du communisme comme idéologie a entraîné l'avènement de la seule idéologie universelle de substitution : la démocratie. De plus, avant que les indépendances ne soient à l'ordre du jour, des « comités pour une initiative démocratique yougoslave » avaient été créés en divers endroits de la Yougoslavie. Cependant, c'est à la source même du pouvoir centralisateur et sur le parti qu'il faut trouver le phénomène de nationalisme. En effet, le pouvoir lorsqu'il n'est pas partagé tend naturellement à son ethnisation ou tout du moins tend à s'exprimer en ses termes. Or en Yougoslavie comme dans toute l'Europe, sous le drapeau du principe des nationalités, les traités concluant la première guerre mondiale ont solennellement entériné l'organisation de l'ensemble du continent selon cet ordre des nationalités. Chaque nationalité, c'est à dire chaque entité ethnique dotée d'une

---

<sup>15</sup> Pouvoirs ethniques dans les Balkans, Jean-François GOSSIAUX, PUF, mai 2002

<sup>16</sup> Le monde diplomatique, juillet 98, La résistible dislocation du puzzle yougoslave, Catherine SAMARY

---

volonté politique a droit à son territoire et son état. Cependant, dans la mesure où, pour des raisons tenant lieu aux contraintes de la géographie, de l'économie, de la diplomatie ou simplement aux rapports de forces, toutes les nationalités ne peuvent pas être tout entières contenues dans le territoire qui leur est affecté, le principe porte en lui même la notion de minorité, de « minorité nationale ». Or dans le système démocratique, être minoritaire signifie souvent être éloigné du pouvoir. Cette contradiction ne pourra être tempérée que par la recherche, souvent locale, d'accord. Cependant, la solution du conflit armée est souvent choisie permettant purement et simplement une abolition de la minorité soit par la modification des frontières, l'annexion territoriale, soit en changeant la composition de la population (on parle alors de purification ethnique ou de déplacement de population). Cette tentative d'abolition des minorités sera malheureusement parfaitement illustrée dans le conflit yougoslave.

En effet, les Serbes et les Croates ont un sentiment très fort de leur particularité nationale. Une très grande majorité d'entre eux sont tellement imprégnés par cette foi patriotique qu'ils ne veulent à aucun prix perdre leur identité nationale et regardent comme un leurre l'acquisition d'une nationalité plus large (le yougoslavisme). Presque tous partagent le sentiment qu'ils ne pourraient accéder à cette conscience d'une communauté nationale plus étendue et plus riche que dans la mesure où ils conserveraient ce qu'ils considèrent comme partie essentielle de leurs traditions et de leurs valeurs morales, tandis que les autres abandonneraient ce qui ne s'y conforme pas. Les aspirations traditionnelles des Serbes s'opposent à un tel point aux idéaux politiques des Croates et les divergences culturelles sont si profondes qu'une fusion de ces deux peuples était psychologiquement impossible. « le poids de l'histoire divergente les sépare plus que l'espoir d'un avenir commun pourrait les réunir »<sup>17</sup>

Enfin, abreuvé par le matérialisme dialectique, les régimes communistes ont voulu de manière contradictoire, à la fois nier le facteur idéologique historique et s'en servir en le manipulant. En effet, en Yougoslavie, la tradition historique, celle de l'histoire mystifiée joue un rôle très important dans la définition de l'identité nationale. Les régimes ont sous-estimé son impact. La question nationale a donc ressurgi avec violence dans toutes les entités où le pouvoir communiste se flattait de l'avoir résolu. « Tous les mythes ont été réactivés et amplifiés par des politiciens et des intellectuels qui,

---

<sup>17</sup> Mirko D. GRMEK, Le rôle de l'histoire mythique dans les revendications nationales des Serbes et des Croates, Ecole pratique des hautes études, IV section, Paris.

---

sciemment, ont inoculé au peuple le virus du nationalisme »<sup>18</sup> Les souvenirs des atrocités commises de tous cotés lors de la deuxième guerre mondiale sont manipulés et transformés de demi-vérités en mythes historiques.

« Tous reconnaissent que le régime communiste avait étouffé les nationalismes. Pire, il les aurait entretenus pour s'en nourrir finalement : la Yougoslavie de Tito aurait « imposé » à ces peuples de vivre ensemble. La crise du projet socialiste et la conquête du pluralisme auraient simplement poussé les bureaucrates de l'ancien parti unique (éclaté sur chaque république) à troquer leur habit « communiste autogestionnaire » contre une défroque nationaliste.<sup>19</sup> »

### **2.3.1. Le Kosovo facteur de cohésion des Serbes**

La crise au Kosovo se déclenche en mars 1981, lorsque des étudiants de l'université de Pristina, mécontents de leurs conditions de vie manifestent. L'unanimité post-titiste est donc rapidement brisée par ces événements. Le sous-développement (« C'est un coin du tiers monde au milieu de l'Europe »<sup>20</sup>), la surpopulation, le chômage en sont les causes profondes. Les concessions culturelles et politiques faites en 1968 et 1974 ont favorisé l'apparition d'une couche de diplômés albanophones qui se trouve dans une impasse sociale. En effet, la constitution de 1974 accorda à la province une autonomie faisant d'elle une quasi république dotée du droit de veto à l'échelon des instances fédérales avec ses institutions politiques et culturelles, y compris une université en albanais. Or la population albanaise en clamant « Kosovo-République » revendique l'accès au contrôle des différents rouages politiques de la province autonome. La réaction des autorités est brutale. Dès lors le climat social ne cesse de se détériorer au Kosovo. L'état d'urgence est proclamé à plusieurs reprises. L'opinion serbe va se focaliser sur le sort des Serbes du Kosovo dont le nombre va en diminuant (210 000 en 1981). L'opinion publique serbe ne prenant pas en compte l'aspect économique de ces migrations, elle ne retient que l'aspect politique qui prédit que sous la pression démographique et nationaliste albanaise les Serbes vont disparaître d'une région qui abrite certains de leurs plus beaux monuments médiévaux. Le meeting de juin 1989, commémorant le 600<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Kosovo, qui en 1389 avait marqué l'asservissement des Serbes par l'empire ottoman, sera, mené par M. Milosevic,

---

<sup>18</sup> Patrick de SAINT-EXUPERY, le Figaro, Avril 1993

<sup>19</sup> <http://monde-diplomatique.fr/1998/07> Catherine SAMARY, La déchirure Yougoslave, question pour l'Europe, L'Harmattan, Paris, 1994.

<sup>20</sup> Paul GARDE, Vie et mort de la Yougoslavie, Fayard, 1992

---

l'apogée du discours nationaliste. Ainsi, M. Milosevic se taillera sa popularité en défendant les Serbes du Kosovo. Assuré d'un important soutien populaire, M. Milosevic pu alors envisager une confrontation avec ses partenaires de la fédération. Il s'agissait dans un premier temps du recentrage de l'ensemble Serbie étroite, Voïvodine, Kosovo sur Belgrade et par la suite de prendre en compte l'ensemble des Serbes dispersés sur le territoire de la fédération (Krajina, Bosnie).

### **2.3.2. La montée du nationalisme serbe**

---

#### **2.3.2.1. L'accélération de l'affirmation nationale**

Tito avait une véritable méfiance de la Serbie, c'est pourquoi il accepta ou incita une réécriture de l'histoire (mythe des partisans). A sa disparition, une des sources de l'anti-serbisme fut la découverte de la vérité historique. Cette découverte eut deux effets antagonistes : d'une part une réaction anti-Serbe associée à une montée des nationalismes locaux et d'autre part un renforcement de la cohésion des serbes. Ainsi, le processus d'affirmation nationale, déjà engagé dans les diverses républiques de la Fédération (dés 1970 en Croatie), s'est accéléré en Serbie à partir du milieu des années 80, faisant de nouveau apparaître au grand jour la question serbe.

Les Serbes avaient longtemps considéré globalement que la Yougoslavie était leur affaire et qu'il leur incombait à eux le peuple le plus nombreux d'assurer la cohésion de l'ensemble. Ce qui dans les faits ne se vérifiait pas car le pouvoir politique communiste a plus été dans les mains des Slovènes ou des Croates. Dans les années 80, les Serbes sont la proie à une certaine désaffection envers l'entreprise commune yougoslave. La tentation d'un repli sur soi, de la défense des intérêts plus strictement serbes s'accroît.

Le sentiment des Serbes est que la Fédération titiste ne leur a pas permis de développer leur projet national. Elle les a privés de territoires (le Kosovo et la Voïvodine), tout en leur imposant une contribution financière au profit du Kosovo, alors qu'à leurs yeux, seuls les Albanais de cette province disposaient à leur guise de ces ressources. De plus, les Serbes se sentaient frustrés et dénonçaient les pratiques discriminatoires qu'ils subissaient au Kosovo, en Croatie et même en Voïvodine. C'est le bilan de cette situation qu'a établi l'Académie des sciences et des arts en 1986 dans un texte appelé le Mémoire.

---

Milosevic se positionnera alors en leader du nationalisme en s'appuyant sur le mythe du Kosovo et sur la finalité non avouée du Mémorandum. Il utilisera au départ des moyens légaux en particulier la constitution. C'est pourquoi, par la réforme constitutionnelle de 1989, les autorités serbes entendaient restaurer l'unité de la république de Serbie.

#### 2.3.2.2. Le Mémorandum

C'est dans cette atmosphère d'instabilité que grandit au sein de l'intelligentsia serbe une critique ouverte envers la politique et les institutions héritées de Tito. Les intellectuels, les écrivains et les membres de l'Académie serbe des sciences et des arts, considérant que « la Serbie a toujours perdu dans la paix ce qu'elle a gagné dans les guerres », concevront un nouveau projet politique. Ce projet mènera au démantèlement de la Fédération yougoslave<sup>21</sup>, et son ambition reste la création d'une Serbie agrandie, aux dépens des Républiques voisines.

Bon nombre d'intellectuels jouent un rôle de premier plan en Serbie. Ainsi en 1986, les membres de l'Académie des sciences et des arts de Belgrade ont rédigé un texte dénommé le Mémorandum qui a largement inspiré la politique de Slobodan Milosevic. Ce texte stigmatise les frustrations serbes en critiquant de façon virulente la politique titiste jugée anti-serbe. Il appelle à la reconquête de la souveraineté serbe et en particulier sur les provinces autonomes du Kosovo et de la Voïvodine. Les Serbes étant plutôt colonisateurs, la raison de base étant que le pays est peu riche et que la république était moins grande qu'elle le voulait, ce genre de discours ne pouvait qu'accueillir l'approbation de l'opinion. De plus, il se base sur le fait que les Serbes sont répartis un peu partout mais n'ont pas de territoire.

Le Mémorandum ne parle ni de « Grande Serbie », ni de purification ethnique, mais il dresse un réquisitoire très violent contre les dirigeants communistes. Faisant un bilan économique, politique et culturel, il analyse la crise du système fédéral et fait l'inventaire des griefs spécifiques à la nation serbe. Dressant un bilan de situation discriminatoire des Serbes du Kosovo, les auteurs du texte n'hésitent pas à parler de « génocide physique, politique, juridique et culturel ». De plus le mémorandum estime que le peuple serbe doit redevenir « un sujet de l'Histoire » et contrôler son propre état national.

---

<sup>21</sup> LADISLAV KUBLI Olivier, *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves*, Editions l'Harmattan, Paris, 1998,

---

Enfin, ce document condamne tout d'abord le découpage injuste des républiques et provinces autonomes réalisé par Tito, puis les persécutions dont seraient victimes les Serbes au Kosovo et les menaces qui pèseraient sur eux dans les autres républiques, en particulier en Croatie.

---

### **3. L'éclatement yougoslave**

#### **3.1. L'explosion de la Yougoslavie**

##### **3.1.1. Le maintien hasardeux des principes de la fédération**

Du vivant du fondateur de la fédération, la présidence était occupée par Tito lui-même. En raison de son rôle historique, il fut même déclaré « président à vie », à partir de 1974 (Précédemment, il avait le titre de secrétaire général du comité central de la ligue des communistes, ainsi que celui de chef de l'état et de l'armée). Après son décès, en 1980, le président de la république est élu parmi un collège de 8 membres pour une durée de 1 an selon un principe de rotation (collégialité tournante). Les membres de cette présidence collective (représentant chacun l'une des 6 républiques et des 2 provinces autonomes) étaient élus par les assemblées des républiques et provinces autonomes. La présidence collective proposait les membres du conseil exécutif fédéral (gouvernement), lequel était élu par le Parlement pour 4 ans. Le pouvoir législatif était exercé par deux assemblées formées d'un même nombre de délégués par république (moins nombreux pour les provinces autonomes).

Chaque république ou province autonomes (Voïvodine et Kosovo) avait sa propre constitution, son propre parlement. La Fédération restait compétente en matière de politique étrangère et de défense. En matière économique et monétaire, elle avait un rôle de coordination, mais non de décision.

Le système fonctionnait tant qu'aucune des républiques ne cherchait à imposer un pouvoir prédominant. En prenant le contrôle en 1989 des deux provinces, la Serbie disposait de trois voix effectives, faussant ainsi tout le principe de la collégialité. En effet, en reprenant en main ses deux provinces, la Serbie disposait alors de deux voix supplémentaires à la présidence collégiale de la Yougoslavie. Avec son allié, le Monténégro, elle disposait alors de quatre voix. Ainsi, grâce à ce nouveau rapport de force, la Serbie pesait autant que toutes les républiques réunies.

C'est ainsi que les autres peuples ont vu se constituer un « bloc serbe », leur rappelant le spectre de l'hégémonisme grand-serbe de la première Yougoslavie royaliste.

---

### **3.1.2. Vers l'éclatement de la deuxième Yougoslavie**

---

Les événements du Kosovo ont servi de prétexte à une grande majorité des intellectuels serbes, relayés par les médias, pour propager leurs idées nationalistes. En expliquant et en réécrivant l'histoire, beaucoup ont utilisé le mythe du Kosovo pour appeler à la reprise en main d'une province où pourtant les Serbes sont très minoritaires face à une très forte communauté albanaise.

Ce fut le cheval de bataille de Milosevic, dont le discours à la fois nationaliste et populiste lui avait déjà permis de reprendre le contrôle, en 1987, de la ligue des communistes de Yougoslavie. Grand défenseur du centralisme au profit des Serbes, c'est lui qui est parvenu à faire adopter, le 28 mars 1989, une révision de la constitution de la république de Serbie privant les provinces du Kosovo et de la Voïvodine de toute autonomie mettant ainsi en place une dynamique dictatoriale et répressive qui s'imposera dans les années qui vont suivre. Ainsi, la prise en main par Belgrade de la province autonome du Kosovo ouvrait le premier acte de la remise en cause des équilibres constitutionnels issus du titisme et l'ascension au pouvoir de M. Slobodan Milosevic. Parallèlement, en Croatie, la communauté démocratique croate (HDZ, le parti de M. Tudjman, élu président en 1990) s'affirmait en s'attaquant au statut des Serbes dans sa république.

### **3.1.3. La notion de « nettoyage ethnique »**

---

L'enjeu initial de la guerre affiché par le camp serbe et qui influencera par la suite les options croates et musulmanes est de s'assurer le contrôle des zones à peuplement majoritairement serbe, puis des régions à peuplement mixte et enfin des régions où le peuplement serbe est minoritaire ou inexistant, mais dont la possession est commandée par les impératifs de continuité territoriale ou de communication. Mais la simple conquête ne suffit pas, elle s'accompagne de l'expulsion des populations considérées comme allogènes. C'est la purification ethnique dont la mise en œuvre va de la simple intimidation aux plus horribles exactions. Cette stratégie a permis aux serbes, en 1992, de contrôler entre 25 et 30% du territoire de la Croatie, et au plus fort de la guerre en Bosnie de contrôler près de 70% du territoire. La répartition plutôt agraire de la population serbe est une des raisons de l'ampleur de cette nécessité de conquête comparée à celle des populations croates ou Musulmanes.

---

Cette action de purification ethnique effectuée par les Serbes fut largement médiatisée par les occidentaux. Il ne faut pas passer sous silence les actions similaires effectuées par les Croates ou les Musulmans. La reconquête n'en sera que plus violente et en particulier celle de la Krajina par l'armée croate, en août 1995, a provoqué la fuite de presque totalité de ses habitants serbes, effaçant en même temps, plus de trois siècles de spécificités culturelles et géopolitiques.

### **3.2. *Aperçu sommaire de la guerre.***

En Yougoslavie, la disparition du bloc soviétique ne fut pas mise à profit pour moderniser les institutions, mais pour régler, par la force armée, des problèmes de nationalités occultés par le régime titiste.

Le recours à la violence n'est pas une solution que rejettent les Balkaniques. Toute leur histoire, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, est pétrie de conflits et de guerres nationales. Les vertus du combattant sont hautement appréciées. Le système yougoslave associait étroitement le citoyen à la défense du territoire. Cependant, la méthode de résolution des tensions en Slovénie et Croatie est une politique que Tito n'aurait jamais faite. Tito n'aurait jamais utilisé l'armée fédérale.

La guerre en Yougoslavie a mis longtemps à être reconnue car ses formes ne correspondaient pas à des schémas connus. Celle-ci est communément divisée en cinq phases : La guerre en Slovénie (27 juin 1991-7 juillet 1991), la guerre en Croatie (Krajina et Slavonie de juillet à décembre 1991 mais qui ne sera réellement terminée qu'après la reconquête de la Krajina en Août 1995 la situation ayant été en quelque sorte gelée par l'envoi d'une force d'interposition en avril 1992), la guerre en Bosnie-Herzégovine (d'avril 1992 aux accords de Dayton en 1995) et enfin la guerre du Kosovo (24 mars 1999 à juin 1999).

Cette subdivision à la fois chronologique et territoriale est trompeuse. Elle fait la part belle aux républiques sécessionnistes, dont l'indépendance a certes été préparée par des référendum et reconnue sur la scène internationale, mais qui ne possédaient pas à l'origine les caractéristiques d'un état indépendant et restaient intégrées dans le tissu yougoslave complexe (institutions, économie). Les liens économiques, familiaux et personnels, les habitudes, les mentalités vont progressivement se rompre et se polariser au cours du conflit, ravivant des haines ancestrales et cachées et les disparités de niveau

---

de vie. De fait, la guerre de Yougoslavie se transforma en guerre civile qui prit petit à petit les caractéristiques d'un conflit international dont l'apogée sera le Kosovo.

Le caractère de la guerre en Yougoslavie ne s'est révélé que progressivement. En effet, l'armée fédérale, la JNA, a eut un rôle ambigu pendant longtemps. Derrière un rôle officiel d'arbitre soucieux de rétablir le calme, il est vite apparu que les territoires qu'elle « pacifiait » passaient exclusivement sous contrôle serbe. De plus, tout au long du conflit, de la guerre en Croatie jusqu'au Kosovo et quel que soit le belligérant, les milices para-militaire engagées dans les affrontements ont brouillé la lecture des événements. C'est pourquoi, les négociations diplomatiques, les médiations et les pressions exercées par la communauté internationale ont longtemps été sans effet et que les cessez-le-feu furent violés en permanence.

La principale victime de cette guerre sera l'idée de Tito d'une société multiethnique et son enjeu majeur aura été la construction d'Etat-nations homogènes sur les débris de l'ancienne Yougoslavie.

### **3.3. Initiatives diplomatiques et rôle de la communauté internationale**

La communauté internationale est coupable de n'avoir effectué une intervention que tardive et insuffisante. La Communauté européenne et l'ONU en 1990 et 1991 n'avait que peu d'yeux pour la Yougoslavie. En effet, les intérêts semblaient ailleurs et notamment dans la réunification allemande qui s'amorça dès novembre 1989 après la chute du mur de Berlin d'une part et d'autre part, dès août 1990, l'ONU fut accaparée par la crise que créa l'invasion du Koweït par l'Iraq et qui ne prendra fin qu'en mars 1991. Lorsque la communauté internationale se penchera sur le problème yougoslave, elle se bornera à féliciter le gouvernement fédéral de M. Markovic pour l'ensemble des mesures qu'il a établi pour endiguer la chute économique sans se demander si cela était suffisant pour maintenir l'intégrité yougoslave.

Face à la décomposition du puzzle yougoslave, la communauté internationale a surtout été un « pyromane pompier »<sup>22</sup>. La reconnaissance, sous pression allemande, de l'indépendance, sans négociation des nouveaux états s'est faite sans que les questions nationales soient traitées de façon cohérente. Si l'intervention de l'OTAN et les accords de Dayton de 1995 ont abouti à un cessez le feu en Bosnie-Herzégovine, ils ont aussi entériné les nettoyages ethniques.

---

<sup>22</sup> Le monde diplomatique, juillet 98, La résistible dislocation du puzzle yougoslave, Catherine SAMARY

---

La guerre de Yougoslavie et sa résolution par l'OTAN a procédé de la volonté délibérée de résoudre sur le plan militaire un problème qui n'a pu l'être sur le plan politique. C'est en découvrant avec indignation des formes odieuses de violence utilisées contre les civils et avec consternation, que l'Europe réalise les limites de ses moyens collectifs d'action. La confusion et les démissions européennes furent mises à profit, à partir de 1994, par les Etats Unis, qui imposeront leurs vues en Bosnie-Herzégovine et conduiront l'opération militaire au Kosovo. Ainsi, les Américains semblent avoir compris dès le début du conflit, contrairement aux européens, qu'on ne pouvait séparer logique de guerre et logique de paix, que le monde de la négociation diplomatique ne pouvait être séparé de celui des rapports de forces et que ce dernier n'était pas immuablement figé au profit des Serbes.

#### **3.4. *Derrière un optimisme onusien, un pragmatisme pessimiste***

La dissolution de la Yougoslavie n'était pas terminée. La République fédérale de Yougoslavie (RFY), créée sous la férule de Slobodan Milosevic en avril 1992, a cédé la place, en avril 2002, à une « Union Serbie-Monténégro » dont l'avenir était incertain. Alors que l'on ne pouvait pas écarter l'éventualité d'un Monténégro devenant un état indépendant, une décision officielle est prise le 4 février 2003 entérinant, par un vote des deux chambres du parlement yougoslave, la charte constitutionnelle d'un nouvel Etat de Serbie-Monténégro appelé à se substituer à la République fédérale de Yougoslavie<sup>23</sup>. Quand au Kosovo, province de la république de Serbie, il pourrait évoluer vers un « quasi-état ».

En effet, la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU, portant sur le Kosovo peut sembler caduque dans son texte même, puisqu'elle stipule qu'une autonomie substantielle devrait être garantie au Kosovo, dans le cadre du respect de la souveraineté de la RFY et non au sein de la Serbie. La RFY s'étant désintégrée, la résolution 1244 devient caduque. Cela permettrait donc de légitimer une indépendance de fait de la province, avec toutes les conséquences que cela pourrait entraîner. Partant de ce principe, les albanais kosovars vont légitimer l'indépendance du Kosovo. Il n'y a alors qu'un pas à faire pour imaginer une forme de regroupement de tous les Albanais (Kosovo, Macédoine et Monténégro) au sein d'une même entité, éventuellement rattachée à l'Albanie. Par dépit, les Serbes de la Republika Srpska pourraient alors exiger leur rattachement à la Serbie, les Croates de la Fédération Croato-musulmane, le

---

<sup>23</sup> le monde du 6 février 2003

---

rattachement à la Croatie, et les Bosniaques (Musulmans de la Bosnie) leur rattachement éventuellement au Sandjak. Il s'agit en occurrence de l'effondrement de la BiH et de la Macédoine, fort fragiles, au profit de la Grande Serbie, la Grande Croatie et la Grande Albanie. Bref, nous risquons d'assister à l'écroulement d'un jeu de cartes dont les bases sont actuellement chancelantes.

---

## Conclusion

L'adage populaire à la fin du règne de Tito dans les milieux diplomatiques de Belgrade :  $6+5+4+3+2 - 1 = 0$ . s'est parfaitement concrétisé. En effet, la Yougoslavie, c'était 6 républiques, 5 nations, 4 langues, 3 religions, 2 alphabets, et 1 Tito. « Il n'y a plus de Tito, et par conséquent, il n'y a plus de Yougoslavie. La disparition du seul facteur d'unité a permis l'éclatement au grand jour de toutes les forces centrifuges ».<sup>24</sup> Effectivement, aujourd'hui, de l'équilibre voulu par Tito il ne reste rien.

Cette étude a donc cherché à montrer qu'au-delà des divergences nationalistes qui ont souvent été présentées comme les facteurs aggravants et intrinsèques de l'éclatement yougoslave, c'est la dégénérescence d'un état fédéral constitué comme un tout (économique et politique) qui a conduit à son explosion. En particulier, la construction économique de la Yougoslavie dont les variations de modèle, du système communiste à l'économie de marché en passant par « l'autogestion » ne pouvait survivre qu'en la présence de son fondateur.

Les pays les plus pauvres de la fédération, ne pouvaient accepter cet éclatement qui ne devrait qu'accroître le déséquilibre de niveau de vie dans la région. L'explosion finale du Kosovo en fut la conclusion. L'état de pauvreté de cette province qui ne bénéficiait même plus des transferts de fond de la Slovénie et de la Croatie ne pouvait qu'en appeler à l'aide internationale en s'appuyant sur les exactions du pouvoir serbe satanisé par quatre années de guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

L'intervention internationale en 1999 mit fin aux exactions locales au Kosovo, après avoir entériné, 4 ans avant, l'éclatement de la Yougoslavie en Croatie et en Bosnie. En détruisant une partie du potentiel économique de la Serbie, elle retardait son essor économique et ne fait qu'agrandir le fossé du déséquilibre économique entre les premiers belligérants de 1991. Les pays de l'ex-Yougoslavie ont donc besoin, pour leur stabilité, d'aide financière internationale mais aussi de démocratie, d'une politique de réconciliation, et surtout de coopérations régionales balkaniques. Ils pourraient alors, in fine, s'intégrer dans la structure de l'Union Européenne. La recherche d'une coopération régionale à finalité européenne ne revient-elle pas à terme à rétablir l'équilibre économique que cherchait à maintenir la fédération Titiste ?

---

<sup>24</sup> Hervé COUTEAU-BEGARIE, <http://www.stratisc.org>

---

## Annexes

### A 1 Carte de la Yougoslavie avant 1991



Source : Quid 2001 sur [<http://www.quid.fr>]

A 2 Disparités économiques entre les républiques et provinces yougoslaves

1986	Produit social brut par tête <sup>25</sup> .	Indice des salaires	Revenu personnel net réel par tête dans le secteur autogéré.	Nombre de demandeurs d'emploi en % dans le secteur autogéré.	Natalité en ‰
Slovénie	179	145	124	1,7	13,3
Croatie	117	107	102	7,7	12,9
Voïvodine	133	92	101	15,2	12,4
Serbie (étroite)	94	93	93	17,7	12,8
Bosnie	80	87	96	23,9	16,3»
Monténégro	80	81	84	24,5	16,9
Macédoine	75	67	80	27	18,7
Kosovo	36	73	89	55,9	30,2
Yougoslavie	100	100	100	100	15,5

Source : Vie et mort de la Yougoslavie, Paule Garde, Fayard, 1992  
L'Europe balkanique, Bernard Lory, Elipses, 1996

A 3 L'inflation en Yougoslavie

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Croissance des prix à la consommation (en %)	31	39	31	40	55	72	89	121	194	1240	583	117

Source : L'Europe balkanique, Bernard Lory, Elipses, 1996

<sup>25</sup> Produit social brut : masse des biens matériels produits par la société pendant un laps de temps donné ; regroupe les moyens de production, les objets de consommation et exclut les services. Il s'agit d'un agrégat spécifique aux ex-pays socialistes.

---

## A 4 Bibliographie

- Vie et mort de la Yougoslavie, Paul GARDE, éditions Fayard Août 1992
- L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours, Bernard LORY, éditions Ellipses, 1996
- Yougoslavie, Histoire d'un conflit, Bernard FERON, Le monde éditions, novembre 1996
- Géopolitique de la Serbie-Monténégro, Catherine LUTARD, Editions complexe, avril 1998
- « c'était de Gaulle », Alain PEYREFITTE, éditions Fayard
- Diplomate et franc-tireur, Fitzroy MAC LEAN, éditions Galimard, janvier 1952
- Les Balkans, Culture et géopolitique, Georges PREVALAKIS, éditions Nathan, juillet 1999
- La Croatie, Georges CASTELLAN et Gabrijela VIDAN, éditions Que sais-je ?, novembre 1998
- Pouvoirs ethniques dans les Balkans, Jean-François GOSSIAUX, presses universitaires de France, mai 2002
- Les conflits yougoslaves de A à Z, Jean-Arnault DERENS, Catherine SAMARY, Les éditions de l'atelier, octobre 2000
- L'éclatement de la Yougoslavie de Tito, Yves BROSSARD, Jonathan VIDAL, édition l'Harmattan, 2001
- Le Kosovo, dix clés pour comprendre, Michel ROUX, éditions La découverte sur le vif, octobre 1999

---

## Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>2</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>1. La dégénérescence du modèle Titiste</b> .....	<b>4</b>
<b>1.1. L'héritage titiste</b> .....	<b>4</b>
1.1.1. Tito, rappels biographiques .....	4
1.1.2. La création de la deuxième Yougoslavie ou la construction fédérale .....	6
1.1.3. Le principe de « l'autogestion » et son efficacité .....	7
1.1.4. L'autogestion et l'évolution politique du fédéralisme.....	8
1.2. La fuite en avant yougoslave .....	8
1.2.1. Reformes économiques .....	9
1.2.2. Evolutions politiques : vers une décentralisation fatale .....	9
1.3. La constitution de 1974.....	10
1.4. La multinationalité yougoslave.....	12
2. D'un état fort à la déliquescence générale .....	14
2.1. La dislocation de l'appareil politique yougoslave .....	14
2.2. Disparités économiques et frustrations nationales.....	16
2.3. La montée des nationalismes et l'idéal démocratique .....	20
2.3.1. Le Kosovo facteur de cohésion des Serbes .....	23
2.3.2. La montée du nationalisme serbe .....	24
3. L'éclatement yougoslave.....	27
3.1. L'explosion de la Yougoslavie .....	27
3.1.1. Le maintien hasardeux des principes de la fédération.....	27
3.1.2. Vers l'éclatement de la deuxième Yougoslavie.....	28
3.1.3. La notion de « nettoyage ethnique » .....	28
3.2. Aperçu sommaire de la guerre. ....	29
3.3. Initiatives diplomatiques et rôle de la communauté internationale .....	30
3.4. Derrière un optimisme onusien, un pragmatisme pessimiste .....	31
Conclusion.....	33
Annexes.....	34
<u>A 1</u> <u>Carte de la Yougoslavie avant 1991</u> .....	34
<u>A 2</u> <u>Disparités économiques entre les républiques et provinces yougoslaves</u> .....	35
<u>A 3</u> <u>L'inflation en Yougoslavie</u> .....	35
<u>A 4</u> <u>Bibliographie</u> .....	36
Table des matières .....	37